



La préfète de la Haute-Savoie

Annecy, le 07 avril 2026

Chevalier de la légion d'honneur

Chevalier de l'ordre national du mérite

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLEMENTAIRE N° PAIC-2026-0026 du 07/04/2026

**Modifiant les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'ouverture n° 96-792
du 23 avril 1996 modifié d'un parc animalier de présentation au public
SARL Les Aigles du Léman – SCIEZ**

VU le Code de l'environnement et notamment le Titre VIII du Livre I^{er}, Les Titres I^{er} et II du Livre II ainsi que le Titre 1^{er} du livre V ;

VU le Code des relations entre le public et l'administration et notamment son article L.411-2 ;

VU la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L.511-2 du Code de l'environnement et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 de ce même code ;

VU le règlement (CE) n° 338/97 du Conseil du 9 décembre 1996 relatif à la protection des espèces de faune et flore sauvages par le contrôle de leur commerce ;

VU le règlement européen n° 865/2006 de la Commission du 4 mai 2006 portant modalités d'application du règlement (CE) N° 338/97 ;

VU le règlement d'exécution (UE) n° 792/2012 de la Commission du 23 août 2012 établissant les règles relatives à la forme des permis, des certificats et autres documents prévus au règlement (CE) n° 338/97 du Conseil relatif à la protection des espèces de faune et de flore sauvages par le contrôle de leur commerce, et modifiant le règlement (CE) n° 865/2006 de la Commission ;

VU le titre 1^{er} du livre IV – Faune et flore – du Code de l'Environnement, notamment ses articles L.413-1 et suivants et R.413-8 et suivants et des textes pris en application et relatifs aux établissements détenant des animaux d'espèces non domestiques ;

VU le Code rural et de la pêche maritime, notamment ses articles R.214-49 à R.214-62 et R.214-84 à R.214-86 ;

VU le décret n° 2004.374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

VU le décret du 19 mars 2025 portant nomination de Madame Emmanuelle DUBÉE, préfète, en qualité de préfète de la Haute-Savoie ;

VU le décret du 24 juillet 2025 portant nomination de M. Carl ACCETTONI, administrateur de l'Etat du deuxième grade en qualité de sous-préfet d'Annecy, en tant que secrétaire générale de la préfecture de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté préfectoral n°SGCD/SLI/PAC/2025-078 du 31 juillet 2025 donnant délégation de signature à M. le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté ministériel du 25 mars 2004 modifié, fixant les règles générales de fonctionnement et les caractéristiques générales des installations des établissements zoologiques à caractère fixe et permanent, présentant au public des spécimens vivants de la faune locale ou étrangère et relevant de la rubrique 2140 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 8 octobre 2018 fixant les règles générales de détention d'animaux d'espèces non domestiques ;

VU l'arrêté préfectoral n° 96-792 du 23 avril 1996 modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires n° 2008-1821 du 12 juin 2008, n° 2009-1346 du 20 mai 2009, n° PAIC-2021-0084 du 04 août 2021 et n° PAIC-2025-0010 du 10 février 2025 autorisant l'ouverture d'une volerie « LES AIGLES DU LÉMAN » sur la commune de SCIEZ ;

VU le dossier de porter à connaissance déposé par M. Jacques Olivier TRAVERS, exploitant de la SARL LES AIGLES DU LÉMAN, daté du 19 novembre 2025 ;

VU le retour émis par l'Agence Régionale de Santé (ARS) en date du 10 mars 2026, confirmant que l'emprise du projet est situé en dehors de tout périmètre de protection de captage d'eau potable et attirant l'attention sur la proximité d'habitations à moins de 50 m et des nuisances éventuelles liées à ces rapaces (*aigles royaux, pyrgues, grands vautours européens*) : sifflements aigus, glapissements ou jappements ;

VU l'étude transmise par le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS 74) sur ce projet en date du 02 mars 2026 ;

VU la contribution émise par l'Office française de la Biodiversité (OFB 74) en date du 02 mars 2026, n'apportant aucune remarque sur ce projet ;

VU la demande d'avis transmise par voie dématérialisée le 24 février 2026 et l'absence de retour du Service Eau et Environnement de la Direction Départementale des Territoires de Haute-Savoie (DDT SEE), n'ayant pas répondu dans les délais, leur avis est réputé favorable ;

VU la demande d'avis transmise par voie dématérialisée le 02 mars 2026 et l'absence de retour du Service Aménagement, Risques de la Direction Départementale des Territoires de Haute-Savoie (DDT SAR), n'ayant pas répondu dans les délais, leur avis est réputé favorable ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 11 mars 2026 ;

VU le contradictoire en date du 11 mars 2026 demandant à la société SARL LES AIGLES DU LÉMAN son avis sur le projet d'arrêté ;

VU le courriel de l'exploitant en date du 12 mars 2026 apportant des observations sur le projet d'arrêté ;

VU l'avis favorable du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CoDERST) du 31 mars 2026, dans le cadre duquel le pétitionnaire a été entendu ;

VU l'avis favorable de la Commission Départementale de la Nature des Paysages et des Sites (CDNPS) du 01^{er} avril 2026, dans le cadre duquel le pétitionnaire a été entendu ;

CONSIDERANT qu'aux termes de l'article L.512.1 du Code de l'environnement titre 1^{er}, livre V, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT que les modifications prévues permettront le développement de l'activité tout en contribuant à la sensibilisation du public et à la valorisation de la biodiversité ;

CONSIDERANT que la modification n'apporte pas d'incidence significative nouvelle par rapport à la situation déjà autorisée ;

CONSIDERANT que la modification n'est pas substantielle mais uniquement notable au sens de l'article L.181-14 du Code de l'environnement ;

CONSIDERANT l'arrêté ministériel du 24 avril 1995 et les arrêtés préfectoraux n° DDPP-2011297-0009 du 10 novembre 2011, n° DDPP-SPAE-2023-09-20 du 26 septembre 2023 et n° SPAE-FSC-2024-03354 du 05 novembre 2024 accordant à Monsieur Jacques Olivier TRAVERS des certificats de capacité pour la présentation au public de spécimens d'espèces non domestiques ;

SUR proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : Les prescriptions relatives à la SARL LES AIGLES DU LÉMAN définies par l'arrêté préfectoral n° 96-792 du 23 avril 1996 modifié par les arrêtés complémentaires n° 2008-1821 du 12 juin 2008, n° 2009-1346 du 20 mai 2009, n° PAIC-2021-0084 du 04 août 2021 et n° PAIC-2025-0010 du 10 février 2025 sont modifiées par les dispositions du présent arrêté.

Article 2 :

L'article 1-1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 96-792 du 23 avril 1996 précité, est modifié comme suit :

La SARL LES AIGLES DU LÉMAN (SIREN : 412268385), dont le siège social est situé Route de la Glacière – domaine du Guidou – 74140 SCIEZ, est **autorisée** à installer et à exploiter :

* les installations présentes sur le site principal situé Domaine de Guidou, route de Thonon – 74140 SCIEZ, SIRET : **41226838500017** ;

* les installations composées de 3 volières hébergeant **au maximum 16 oiseaux** sur le site secondaire situé au 270 route de Jouvernex – 74140 SCIEZ, SIRET : **41226838500017**.

Article 3 : Notification

Le présent arrêté est notifié à Monsieur le gérant de la SARL LES AIGLES DU LÉMAN.

Article 4 : Délais et voie de recours

Conformément à l'article L.181-17 du Code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R.181-50 du Code de l'environnement, il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Grenoble, notamment par la voie dématérialisée depuis le portail "Télé-recours citoyens" accessible à l'adresse www.telerecours.fr :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

Ce délai n'est pas prorogé par l'exercice d'un recours administratif.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratifs ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du Code de l'environnement).

Le présent arrêté peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L.213-1 du Code de justice administrative, du Tribunal Administratif de Grenoble.

En application du III de l'article L.514-6 du Code de l'environnement, les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté portant enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 5 : Publication

Conformément aux articles R.181-44 et R.181-45 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers :

1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale ou de l'arrêté de refus est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet et peut y être consultée ;

2° Un extrait de ces arrêtés est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38 ;

4° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'Etat dans le département où il a été délivré, pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 6 : Sanctions

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté, par l'arrêté préfectoral n° 96-792 du 23 avril 1996 modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires n° 2008-1821 du 12 juin 2008, n° 2009-1346 du 20 mai 2009, n° PAIC-2021-0084 du 04 août 2021 et n° PAIC-2025-0010 du 10 février 2025 autorisant l'ouverture d'une volerie « LES AIGLES DU LÉMAN » sur la commune de SCIEZ entraînent l'application des sanctions administratives et pénales prévues par le titre VII du livre I^{er} du Code de l'environnement.

Article 7 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie, le directeur départemental de la protection des populations et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, dont une copie est adressée à :

- Monsieur le maire de SCIEZ,
- Madame la sous-préfète de THONON LES BAINS.

Pour la préfète,
Le secrétaire général,



Carl ACCETTONE